

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

26^{ème} année - N°5054 - Mardi 03 Février 2026 - Prix : 200 Fc

BULLETINS UNIQUES :

Une période probatoire accordée aux établissements



Siège du Ministère de l'Education (image d'illustration)

ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iraledjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m² - 49€/m²

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :
1.500m² - 60€/m²

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.
-> 1.200m² - 49€/m² / -> 2.492m² - 49€/m²

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :
4.000m² - 49€/m²

Contact whatsapp : +269 333 21 02

14 Chaanban 1447
Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Février 2026

Lever du soleil:

05h 59mn

Coucher du soleil:

18h 39mn

Fadjr : 04h 50mn
Dhouhr : 12h 24mn
Ansr : 15h 54mn
Maghrib: 18h 42mn
Incha: 19h 56mn



RÉLIGION :

Commémoration du décès Said Tohir Ben Said Ahmed Maoulana

Six ans après sa disparition, la figure du grand mufti Said Tohir Ben Said Ahmed Maoulana demeure profondément ancrée dans la mémoire collective comorienne. À l'occasion de la sixième commémoration de son décès, survenu dans la nuit du 14 au 15 Sha'ban, le parcours d'un savant d'exception, éducateur et guide spirituel, refait surface avec une résonance toujours actuelle.

En ce mardi de commémoration, le souvenir de Son Éminence le Grand Mufti Said Tohir Ben Said Ahmed Maoulana continue d'illuminer les consciences, six ans après sa disparition. Une figure dont l'héritage dépasse largement le cadre religieux pour s'inscrire dans l'histoire intellectuelle, morale et politique des Comores. Né en 1942, Said Tohir quitte très tôt son île natale pour Zanzibar, où il reçoit une première formation religieuse. Sa soif

de savoir le conduit ensuite au Caire. En 1956, il intègre la prestigieuse université d'Al-Azhar, devenant le deuxième Comorien à fréquenter cette institution de renommée mondiale. « Il portait déjà en lui l'ambition de servir son peuple par le savoir », se souvient l'un de ses anciens camarades. Le Caire de cette époque est un carrefour idéologique et politique. Entre l'effervescence de la révolution de 1952 et l'influence des Frères musulmans, le jeune étudiant observe, écoute et se forge une pensée personnelle. « Il parlait peu, mais comprenait beaucoup », raconte un proche. Brillant parcours académique : certificat secondaire d'Al-Azhar en 1959, licence en droit de la charia en 1964, puis formation complémentaire à Dar al-Uloum. Sa fréquentation des cercles intellectuels cairotes, animés par des figures comme Taha Hussein, Ahmed Amin ou Al-Akkad, nourrit chez lui un esprit ouvert, critique et



Commémoration à Dzahani 2 du 6e anniversaire du décès du Moufti Said Tohir.

profondément humaniste. À son retour aux Comores à la fin des années 1960, son profil atypique intrigue. « Chaque mot était pesé, chaque prise de position surveillée », confie le Dr Ouled Ahmed. Engagé un temps dans la vie politique aux côtés de leaders de

son époque, notamment Ali Soilihi, Said Tohir s'en éloigne après les bouleversements de 1975. Il tranche alors avec clarté : « La religion ne doit pas devenir un instrument de pouvoir ». Pour lui, la mission du savant est ailleurs : éduquer, guider, apaiser.

Ancré dans le soufisme sunnite transmis par ses parents, il devient au fil des années une référence spirituelle et morale. « Il a été un rempart contre les extrémismes et un facteur de stabilité nationale », souligne le professeur Damir Ben Ali. Orateur respecté, fin connaisseur de la langue comorienne, il parvient à rassembler bien au-delà des clivages idéologiques et politiques. Jusqu'à la fin de sa vie, Said Tohir choisit la voie de la sagesse, de la discrétion et du retrait digne. Avec lucidité, il résumait parfois son regard sur la vie publique : « Les politiciens étudient souvent le même programme et produisent les mêmes résultats ». Six ans après sa disparition, son héritage demeure vivant. Plus qu'un souvenir, il incarne une boussole morale rappelant qu'une nation se construit aussi par la foi, le savoir, la mesure et le respect de l'autre.

Ibnou M. Abdou

ATHLÉTISME :

Fadi Tavagliaro, un hurdler très ambitieux !

C'est un sérieux atout qu'ont les Comores, pour avoir pu convaincre Fadi Tavagliaro de rouler pour le drapeau national. Athlète qui évolue à l'île de La Réunion, le jeune hurdler comorien ne cache pas sa fierté de courir pour les Comores ; mais aussi ses ambitions d'aller toujours plus vite, pour engranger le maximum de médaille pour cette année 2026, où il doit participer à plusieurs compétitions régionales qu'internationales. Classé toujours dans les dix premiers de sa catégorie junior en France, Fadi veut désormais franchir un palier, celui de remporter des médailles.

Jeune athlète prometteur, Fadi Tavagliaro pratique les haies hautes et le décathlon. Il a rejoint les Comores il y a 3 ans et est licencié à La Réunion ainsi qu'au Farasse Club de Ouani – Anjouan », peut-on lire sur une publication du COSIC, retraçant le parcours du jeune athlète. Coureur du 60 et du 110m haie, Fadi s'essaie depuis aux épreuves combinées, dont il se n'en sort pas mal non plus, car il vient de finir quatrième au niveau national. « Mes derniers résultats sont une quatrième place au championnat de France en salle sur soixante mètres haies et une demi-finale sur le centime haies au championnat de France aussi en extérieur. J'ai aussi récemment commencé les épreuves combinées où j'ai aussi fini quatrième au championnat de France », comme il nous le fait dire.

Pour lui, cette nouvelle année s'inscrit dans la continuité de 2025, mais avec des ambitions

très marquées, notamment, égaler ou battre ses records personnels. « Et pour cette année, en tant qu'espoir, j'aimerais me rapprocher de mes records de junior et même voir de faire mieux. J'ai établi mes records de l'année dernière en deux mille vingt-cinq en étant junior sur le soixante mètres haies où j'ai effectué sept quatre-vingt-onze, ce qui m'a placé cinquième au bilan national et j'ai, sur centimètre haies, j'ai réussi à faire treize quatre-vingt-six, ce qui me place aussi cinquième au bilan national ». Outre les records personnels, le jeune athlète s'est fixé comme objectif de mieux représenter son pays au championnat du monde d'athlétisme mais aussi au champ-

ionnat d'Afrique qui se déroulera cette année au Ghana. « Mes objectifs pour cette saison sont de pouvoir représenter les Comores au championnat du monde et par la suite au championnat d'Afrique qui va se faire au Ghana et pourquoi pas ramener une médaille et ensuite faire des finales au championnat de France ». Ce qui est sûr, et comme il le fait à chaque fois que l'opportunité se présente, le COSIC compte bien accompagner le jeune athlète, en lui octroyant tous les moyens. « Le COSIC est fier d'accompagner et de valoriser le parcours de ses athlètes élités, engagés à porter haut les couleurs nationales ».

Imtiyaz



Embassy of the United States

Vacant Position: Political Assistant

U.S. Mission in Madagascar is seeking eligible and qualified applicants for the position of one (1) Political / Economic Assistant position in Comoros.

OPEN TO:

POSITION:

OPENING DATE:

CLOSING DATE:

WORK HOURS:

All Interested Applicants / All sources

Political Assistant, FSN-9

February 3, 2026

February 17, 2026

Full time, 40 hours per week

REQUIREMENTS:

Incumbent will be the point of contact for a range of Embassy-related duties in the Union of the Comoros, a constituent post of Embassy Antananarivo with no permanent physical presence. Incumbent maintains contacts with the government, private sector, and civil society in the Comoros and advises the Embassy of important events and visits on a timely basis. Operating at a distance, incumbent is expected to demonstrate initiative and good judgement. Incumbent is responsible for research, data collection, and organizational tasks to support Post's political, economic development, commercial, and public affairs work in the Union of the Comoros.

EDUCATION:

A university degree in political science, economics, journalism, international relations, or local equivalent is required.

OR

A high School Degree diploma with 3 years of experience in political science, economics, journalism, international relations, or local equivalent is required.

EXPERIENCE:

Two years of professional experience in an office environment, including customer service, communications, and interpersonal relations is required.

LANGUAGE:

Good working knowledge in written & spoken English is required. This will be tested.

If you would like to view the complete job announcement and apply, please visit the Seeker Site here.

For assistance with the Seeker Site, please click here for a video guide.

ALL applicants MUST apply online through the Seeker Site (no paper applications will be accepted). For further information, please contact the Office of Human Resources: Telephone: +261 20 23 480 00 extension 2265.

National ID Card (Proof of Citizenship), Proof of past and current employment (other document), High School Degree or above (other document 2), must be uploaded to the system.

BULLETINS UNIQUES :

Une période probatoire accordée aux établissements

Un mois après le début du deuxième trimestre, les élèves des établissements publics attendent toujours leurs bulletins du premier trimestre. L'adoption du nouveau système numérique « Bulletin Unique », intégré à la plateforme « e-msomo » du ministère de l'Éducation nationale, peine à se concrétiser. Entre formation tardive des enseignants, capacités numériques limitées et manque d'accompagnement, la transition s'avère plus complexe que prévu.

Dans plusieurs collèges et lycées publics, les bulletins ne sont toujours pas disponibles. Les élèves affirment ne pas

connaître leurs moyennes. « On essaie de calculer nos moyennes à partir des notes rendues par nos professeurs, mais pour les bulletins, on attend encore », explique un élève de seconde au lycée Saïd Mohamed Cheikh de Moroni. Les responsables d'établissements évoquent un « retard technique » lié à la transition numérique. « Certains enseignants n'ont pas encore pu saisir toutes les notes », confie un cadre du lycée de Moroni sous anonymat. Pour rappel, Le MEN avait introduit « e-msomo » en début d'année scolaire pour moderniser, harmoniser et sécuriser les données scolaires. Mais selon plusieurs usagers, la mise en œuvre s'est faite sans période d'essai ni accompagnement mas-

sif, rendant l'appropriation difficile.

Les établissements privés rencontrent également des difficultés. Certains ont choisi de revenir temporairement aux bulletins traditionnels pour éviter de laisser les parents dans l'attente. À Ndzuan, la contestation est plus organisée, un collectif d'écoles privées et de parents d'élèves ont exprimé publiquement leurs oppositions au Bulletin Unique, dénonçant « des difficultés techniques persistantes » et une crainte de « perte d'autonomie administrative ». Face aux critiques, le ministère se veut rassurant. Lors d'un point de presse tenu hier lundi, les responsables ont expliqué avoir traversé « une période de migration de la plateforme

vers un autre serveur », entraînant cinq jours d'interruption. Pour compenser, une « période probatoire d'une semaine » a été accordée aux établissements afin de finaliser la saisie des notes du premier trimestre.

Selon une autre source au ministère de l'éducation, certains établissements se sont rapidement adaptés : « Le lycée de Fombouni, le collège rural de Domoni, le collège rural de Mboueni et bien d'autres saisissent déjà leurs notes sans difficulté. » Le ministère affirme que 95 % des établissements du secondaires au niveau national sont désormais enregistrés sur la plateforme. Mais tous ne progressent pas au même rythme. « On nous demande de

nous adapter sans nous laisser le temps de nous familiariser avec l'outil. Cela devient une surcharge administrative », déplore un enseignant du Lycée Saïd Mohamed Cheikh. Pour lui, la saisie numérique s'ajoute à un emploi du temps déjà chargé, sans reconnaissance de l'effort supplémentaire.

Face aux retards, certains proposent un retour provisoire aux bulletins ordinaires, le temps que la plateforme soit pleinement maîtrisée. Une solution perçue par certains comme un aveu d'échec, mais qui éviterait de pénaliser les élèves tout en permettant une appropriation progressive du numérique.

Aticki Ahmed Ismael

4ÈME ÉDITION DU CIAIECC :

Un échange pour le développement des Comores

Le samedi 31 janvier dernier, la faculté des sciences et techniques de l'université des Comores a accueilli la 4^e édition du Congrès International des Approches Innovantes des Étudiants et Chercheurs Comoriens (CIAIECC). Ce dernier se veut catalyseur essentiel de l'innovation et de la recherche scientifique, offrant aux étudiants les outils et les ressources nécessaires pour réussir dans leurs projets et contribuer ainsi à l'avancement du pays.

Placée sous le thème « Réformer les Comores par la Recherche et l'Innovation », cette quatrième édition est une initiative qui vise à fédérer les étudiants chercheurs comoriens et à promouvoir l'innovation et la recherche scientifique dans l'archipel pour un développement durable.

L'événement a réuni des étudiants chercheurs, des universitaires en quête de savoir, des résidents passionnés, ainsi que ceux de la diaspora, de plusieurs disciplines, avec une forte participation dans les domaines de l'environnement, du génie informatique et de la médecine. Une diversité reflétant la caractère pluridisciplinaire et la richesse scientifique de ce congrès.

Objectif, créer une plate-forme dynamique, un espace de partage et d'échange entre les étudiants chercheurs comoriens, afin de promouvoir l'innovation et l'enquête scientifique pour le progrès au niveau national, voire régional. Plusieurs domaines intéressants ont été exploités, des sciences de l'environnement et des écosystèmes au secteur de l'informatique, en passant par l'économie et les sciences sociales. Les résultats des expositions ont mis en évidence la qualité et la

diversité des recherches menées par les étudiants comoriens. Certains participants ont même présenté leurs sujets en ligne, via Zoom, démontrant la volonté de partager leurs connaissances et d'obtenir des retours de la communauté scientifique. En outre, cela a favorisé la collaboration entre les étudiants, les chercheurs et les professionnels du secteur, créant ainsi un environnement propice à l'échange d'idées et à la résolution de problèmes complexes.

Grâce à son soutien, les étudiants peuvent développer leurs compétences en recherche et en innovation, ce qui leur permet de devenir des acteurs clés dans le développement du pays. L'on peut déduire que le CIAIECC assume un rôle prépondérant dans la stimulation de l'innovation et de l'investigation scientifique au sein du territoire national. En effet, il incite les



étudiants à s'engager dans des projets de recherche novatrice et les encourage à s'investir dans des idées de recherche de pointe et à diffuser leurs résultats au sein de la communauté scientifique universitaire. « Plusieurs domaines intéressants ont été exploités, et c'est avec des initiatives comme celle-ci que

nous pourrions compter sur une jeunesse motivée et progressiste pour bâtir un avenir meilleur », a déclaré un exposant en sciences de l'économie, illustrant parfaitement l'impact de ce congrès.

Hamdi Abdillahi Rahilie

FAITS DIVERS :

Trois cadavres en un mois à Moroni

Moroni, est en émoi après la découverte de trois corps sans vie en l'espace d'un mois. Le dernier en date a été retrouvé hier, 2 février, au port de Moroni, après deux autres découvertes macabres près de Kalaweni, les 19 et 21 janvier derniers.

À l'aube du 2 février, un corps a été repêché dans les eaux du port de Moroni. Selon des témoins présents sur les lieux, c'est un pêcheur qui aurait fait la découverte. « C'est un homme qui a été retrouvé dans la mer tôt le matin. Nous avons alerté la société civile, qui est venue récupérer le corps », confie un témoin, rencontré sur place. À ce stade, les circonstances exactes de ces décès restent inconnues. Le silence des autorités

nourrit l'inquiétude et la colère de la population, de plus en plus préoccupée par sa sécurité. L'absence d'informations officielles alimente les rumeurs et renforce le sentiment d'insécurité. Jointe par téléphone, la procureure de la République près le tribunal de Moroni, Mme Saïdatte

Fatouma Saïd Boina, a indiqué que les autorités attendent encore les résultats du médecin légiste. « Nous sommes en attente des éléments médicaux pour nous prononcer sur ces décès. La presse sera informée dès que nous disposerons des résultats », a-t-elle déclaré.



Découverte d'un corps sans vie au port de Moroni.

Ces événements tragiques interviennent dans un contexte marqué par une recrudescence des actes de violence dans le pays. À Moroni, la peur gagne du terrain, et de nombreux habitants dénoncent l'inaction et le manque de communication des pouvoirs publics. Faouzia Darouèche, résidente de Moroni, exprime son inquiétude : « Je suis choquée et effrayée par ce qui se passe dans notre ville. Trois cadavres en un mois, c'est trop. La nuit, je dors avec la peur au ventre, en me demandant si je serai la prochaine. » Elle se souvient notamment du premier corps découvert près de la baie de Kalaweni : « J'allais au marché quand j'ai vu des gens courir et crier. J'ai aperçu le corps par terre, c'était un homme d'environ 45 ans. Le lendemain, un autre corps au même

endroit... Depuis, je n'ose plus sortir. Et aujourd'hui, celui du port. C'est vraiment trop. »

Même inquiétude chez Nailat Ali, mère de famille vivant à Moroni. « Les autorités ne disent rien, elles ne font rien. Nous sommes abandonnés. Je demande à nos dirigeants de nous protéger. Je ne veux pas que mes enfants grandissent dans un pays où la mort et la violence sont partout. Nous voulons vivre en paix, comme tout le monde », plaide-t-elle. Pour l'instant, de nombreuses questions restent sans réponse : qui sont les victimes ? Quelles sont les causes réelles de leur mort ? S'agit-il de crimes ou d'accidents ? Autant d'interrogations qui continuent d'alimenter la peur et l'angoisse.

El-Aniou Fatima



MISSION RESIDENTE DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

AVIS DE RECRUTEMENT D'UNE ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Lieu d'affectation : Moroni, Union des Comores.

Durée du Contrat : Période de probation d'une année, suivi d'un contrat pouvant aller jusqu'à trois ans.

Date probable de début : Février 2026

Contexte :

Le Fonds monétaire international (FMI) conseille ses États membres, dont l'Union des Comores, encourage des politiques visant à assurer leur stabilité économique, à réduire la vulnérabilité aux crises économiques et financières, et à améliorer les niveaux de vie.

Le FMI cherche pour le bureau de sa Représentation résidente à Moroni, un/une assistant(e) administratif(administrative), qui sera en charge de toutes les tâches relatives au poste comme décrites ci-après :

Fonctions et responsabilités :

Sous la supervision de la Représentante résidente, l'assistant(e) administratif(administrative) assure l'exécution de toutes les activités de l'administration en lien avec le poste de secrétaire.

- La gestion de la réception, de l'enregistrement des appels, des lettres et de tous les messages et correspondances.

- La maintenance d'un journal des tâches hebdomadaires.

- La gestion logistique du bureau et certains aspects de la résidence du représentant, y compris l'arrangement de diverses tâches comme la maintenance des ventilateurs ou réparation des machines avec une programmation régulière.

- L'organisation et la soumission du budget de la mission résidente y compris l'arrangement des paiements pour diverses dépenses en temps opportun.

- La gestion administrative des missions du FMI comme l'arrangement de l'hôtel pour les membres de la mission.

Tâches Principales :

- Accueillir les visiteurs et les orienter vers leurs interlocuteurs ;
- Gérer et orienter les appels téléphoniques et les messages entrants et sortants

- Tenir à jour le répertoire des partenaires.

- Organiser et gérer des rendez-vous et contacts du bureau

- Recevoir, enregistrer et distribuer les courriers arrivés et départs ;

- Rédiger, saisir, mettre en forme et suivre les correspondances administratives

- Assurer la gestion et la distribution au personnel du matériel et fournitures de bureau et mettre à jour les registres prévus à cet effet ;

- Tenir à jour l'agenda des réunions, des rencontres et missions, et autres rencontres officielles ;

- Réceptionner et contrôler la qualité des biens commandés conformément aux spécifications prédéfinies.

- Préparer les documents et assurer le suivi des congés et permissions d'absence ;

- Réserver les hôtels, vols, restaurants, pour les experts des services du FMI en mission aux Comores ;

- Classer et archiver la documentation de tout type ;

- Mettre à jour les informations pertinentes ;

- Collecter la documentation de façon proactive ;

- Exécuter toute autre tâche à la demande du Représentant résident dans la limite des responsabilités et tâches qui lui sont dévolues.

- Au niveau comptable et budgétaire, l'assistance exécute :

• La saisie des pièces comptables liées à la gestion du bureau (clients, fournisseurs, trésorerie),

• Le classement des pièces,

• La préparation des écritures d'inventaires,

• La relance des factures fournisseurs et des impayés,

• La remontée des litiges.

- Au niveau social et de la trésorerie, elle assure :

• L'établissement des fiches de paie,

• La correspondance avec les instances publiques et privées,

- La préparation des paiements,
- Les rapprochements bancaires

Compétences et qualifications requises :

- Être titulaire d'un BTS en Secrétariat de Direction au minimum ou posséder une expérience avérée dans le domaine ou tout autre diplôme équivalent ;

- Avoir au moins 5 ans d'expérience pertinente. Une expérience au sein d'une ONG internationale ou dans l'administration publique serait un atout.

- Avoir une connaissance des outils informatiques (logiciels de bureautique et de comptabilité), notamment une parfaite connaissance de Windows et de ses différentes applications ainsi que de l'Internet ;

- Posséder un esprit vif et rigoureux et être capable d'effectuer un travail méthodique, rigoureux, méticuleux, soigné, organisé et polyvalent ;

- Avoir une excellente maîtrise du français et une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit ;

- Posséder d'excellentes compétences en communication orale et écrite ;

- Posséder une expérience en comptabilité et finances serait un atout ;

- Être capable de travailler sous pression ;

- Être très organisé et posséder un sens élevé de responsabilité et de relations publiques ;

- Pouvoir gérer convenablement une petite caisse de menues dépenses.

- Être honnête et intègre ;

- Avoir un esprit d'équipe.

Composition du dossier de candidature :

Pour ce poste, la composition du dossier se présente comme suit :

- Une lettre de motivation,

- Un Curriculum Vitae détaillé à jour, signé et comportant deux (2) références professionnelles à contacter au besoin.

- Une copie légalisée du BTS ou de tout autre diplôme pertinent.

- Pièces d'identité (passeport et/ou carte nationale d'identité)

Les dossiers de candidature sont à envoyer au bureau de la Représentation résidente du FMI avant **le 11 février** par mail à l'adresse **RR-COM@imf.org**.

Veuillez mentionner vos numéros de contacts et adresse du mail électronique sur le CV ou la lettre de motivation. Seules les candidat(e)s présélectionné(e)s pour subir un entretien seront contactées. Les dossiers de candidature déposés à la Représentation résidente ne seront pas retournés.

Les candidat(e)s doivent être de nationalité ou résidents du lieu d'affectation, ou être en mesure d'obtenir de manière indépendante un permis de travail valide avant le début de leur emploi au sein du Fonds. Une preuve de nationalité, de résidence et/ou d'autorisation de travail sera exigée avant toute prise de fonction. Le FMI ne parrainera pas et n'apportera aucune assistance pour l'obtention de permis de travail.

Le FMI est guidé par le principe selon lequel l'emploi, la classification, la promotion et l'affectation du personnel doivent s'effectuer sans discrimination à l'égard de quiconque. Nous accueillons favorablement les demandes d'aménagement raisonnable liées à un handicap durant le processus de sélection. Les informations sur la procédure à suivre pour formuler une telle demande seront communiquées au cours du processus de candidature